

Politique . Économie . Finance . Culture

Élections législatives

SAM RAINSY

Président du PSR, Parti Sam Rainsy

les raisons de la confiance

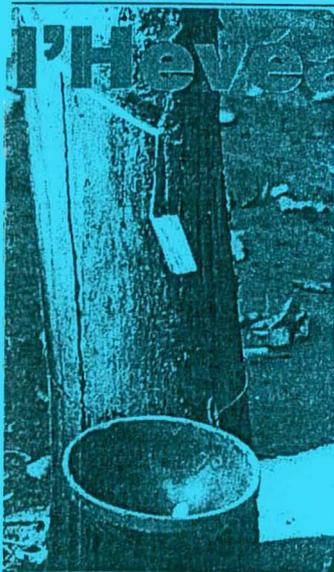
interview exclusive



**TREIZIEME FORUM
GOUVERNEMENT
— ENTREPRISES**



**MESURES PRISES
ET
MESURES
A PRENDRE**



**l'Heveaculture
en plein
essor**

... mais on
attend une
politique
nationale



Pêches:
les quatre
conditions
de la sauvegarde

Asie de l'Est, Cambodge:

le rapport de la Banque mondiale

Politique . Économie . Finance . Culture

Élections législatives

SAM RAINSY

Président du PSR, Parti Sam Rainsy

les raisons de la confiance

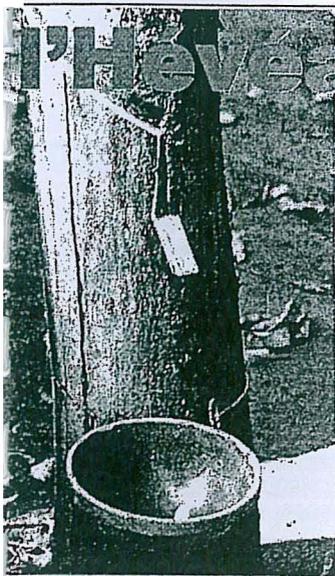
interview exclusive



**TREIZIEME FORUM
GOUVERNEMENT
— ENTREPRISES**

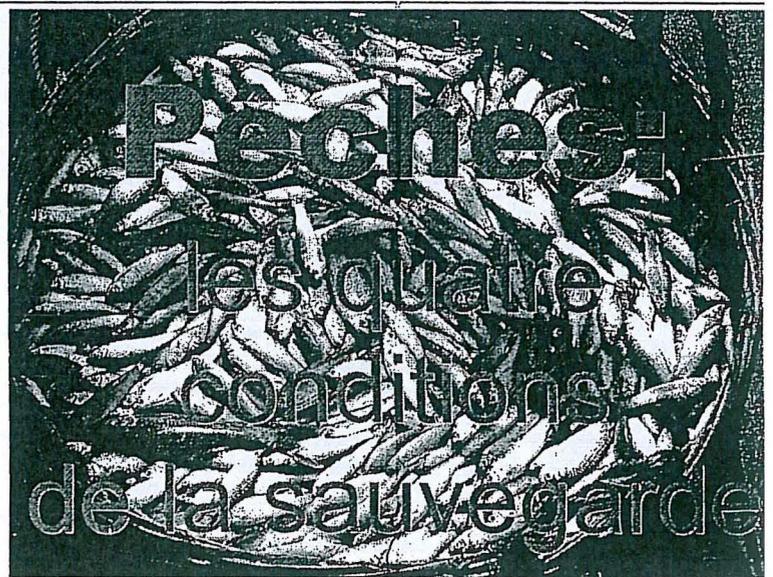


**MESURES PRISES
ET
MESURES
A PRENDRE**



**l'Heveaculture
en plein
essor**

... mais on
attend une
politique
nationale



**Pêches:
les quatre
conditions
de la sauvegarde**

Asie de l'Est, Cambodge:

le rapport de la Banque mondiale



SAM RAINSY

Président du PSR

sur les prochaines législatives

interview exclusive

Comment se présentent les prochaines législatives pour le PSR ?

- Il faut voir ce qui se passe au-dessous de la surface de l'eau, pas seulement la partie immergée de l'iceberg.

Depuis quatre ans nous avons fait un travail de fond qui a porté ses fruits, et qui va voir aux prochaines élections –si elles reflètent la volonté populaire, s'il n'y a pas de distorsions encore plus fortes que par le passé. Je m'attends à un fort accroissement du nombre de votes, en nombre absolu et en proportion, en faveur du PSR.

Nous avons plusieurs indices. Dans beaucoup de villages, de provinces, de régions, qui étaient des bastions du PPC, impénétrables pour nous PSR, il y a depuis un an, depuis le début de cette année, un changement notable. Nous pouvons pénétrer dans tous ces villages et nous sommes accueillis par une partie importante de la population, quelques dizaines, quelques centaines de personnes, qui veulent écouter les représentants du PSR. Nous le voyons mais nous ne pouvons pas encore mesurer l'impact électoral. Les gens ont moins peur, ils viennent peut-être écouter par curiosité, ils commencent peut-être à croire en notre message ... en tous cas il y a un changement d'attitude dans de nombreux villages.

pourquoi le PSR est confiant

Plusieurs phénomènes favorisent le PSR. D'abord le **désir de changement, de modernité.**

Depuis deux ans, nous avons formé un mouvement de jeunesse dans 80 % des communes: **des sections de jeunes PSR**, âges limites 16 et 30 ans, de 30 personnes d'abord. Ils élisent un président, et deux secrétaires. C'est un mouvement impressionnant, très prometteur, avec des ressources insoupçonnées. Les jeunes aspirent à autre chose que la misère, la société fermée qu'ils ont connues. Et ils aperçoivent la lumière qui vient de loin, ils veulent cette information, ces idées nouvelles véhiculées par la radio, par le téléphone portable, par les gens qui se déplacent, qui vont en ville, qui vont travailler à l'étranger, au Vietnam, en Thaïlande par centaines de milliers, en Malaisie, aussi en Corée, à Taïwan, ...

Ceux qui ont séjourné à l'étranger reviennent avec des idées nouvelles. Ils voient qu'il y a d'autres façons de diriger le pays, d'organiser la société. Ils voient que les gens en Thaïlande ont un niveau de vie nettement supérieur, et qu'ils ne dépendent pas des dons, des cadeaux, des aumônes de qui que ce soit, mais de leur travail, qui leur apporte de quoi vivre décemment, dignement. Ils voient que les infrastructures sont bien meilleures en Thaïlande, routes, ponts, écoles, hôpitaux ... Il y en a partout, et ce ne sont pas des dons de partis politiques, d'organisations, de personnalités ... qu'il existe une autre façon de diriger un pays, et ils ne soutiennent plus le PPC.

Les gens les plus âgés sont en somme façonnés. Certains sont encore attachés à la monarchie, aux temps du Sangkum, surtout dans les campagnes, et votent pour un parti qui se dit royaliste, qui se réclame du roi. Ils mettent tout leur espoir dans ce qui peut incarner la monarchie sur le plan politique. A mon avis **Norodom Ranaridh + le Funcinpec feront quelque chose comme 5 à 7 % des voix;** et **Norodom Ranaridh** fera plus que le Funcinpec.

Les gens qui ont entre 35 et 60 ans, sont encore réceptifs à la propagande du PPC, qui les a, même avec les Vietnamiens derrière, libérés des griffes des Khmers rouges. Ces gens-là restent PPC.

les moins de 35 ans, vivier du PSR

Mais les moins de 30 à 35 ans (les deux-tiers de la population ont moins de 32 ans) sont un vivier pour le PSR !

Ils n'ont pas connu la période khmère rouge, ils sont beaucoup moins sensibles, ou pas du tout, à la propagande du PPC. Ils ont la vie devant eux, ils regardent de l'avant, ils s'intéressent au travail, à l'emploi, aux conditions de vie ... alors qu'avec le développement démographique il n'y a plus assez de terres, que chaque année 300 000 jeunes atteignent l'âge de travailler, et qu'il ne se crée que 40 000, ou au maximum 50 000 emplois par an. Le nombre des chômeurs augmente donc rapidement, et ces gens-là sont un vivier pour le PSR.

Ces jeunes qui cherchent un emploi, ce sont aussi idéalistes. Ils sont entiers; ils n'aiment pas les compromis comme on en voit trop au Cambodge. Ils veulent une société propre, une société juste, et ils trouvent que le PSR est le plus proche de leurs aspirations. C'est ce qui anime ces mouvements de jeunes PSR.

Nous disons qu'il y a deux cultures: celle de l'abandon, du laisser-aller, les bandes de copains, la télévision de distraction ... la drogue (la consommation augmente). Le PSR prône la culture de la responsabilité. Nous organisons des séances d'information, et de formation (apprentissage informatique, anglais, avec des professeurs en retraite –dont beaucoup sont francophones- ...).

Nous les encourageons à faire un travail social, par petites équipes que nous encadrons. Ils vont aider les gens à moissonner, dans quelques mois à repiquer, dans les villes ils vont balayer les rues, ramasser les ordures, nettoyer les marchés, reboucher les routes ...

paysans spoliés par la corruption

Nous donnons aux jeunes l'espoir que, quand le pays sera bien organisé, les investisseurs, créateurs d'emplois, avec un environnement favorable, viendront et ils auront un travail.

Il faut pour cela lutter contre la corruption. Les agents de l'Etat perçoivent à tout moment des prélèvements indus qui découragent les investisseurs sérieux. Il y a une corrélation directe entre la lutte contre la corruption, qui est notre cheval de bataille, et la création d'emplois.

Les chefs de village, les chefs de communes sont devenus des courtiers, en agents immobiliers. Quand un spéculateur veut acheter un terrain, il vient contacter le chef de village ou de commune pour qu'il utilise la force, ou son autorité, pour menacer les paysans: «si vous ne vendez pas à ce prix (1 \$ le m² quand les terres en valent 10), on va vous prendre vos terres, vous n'avez pas de titre, elles appartiennent à l'Etat, et vous n'aurez rien». Ces autorités locales sont devenues des complices des spéculateurs, des *okhnas*, des intérêts privés ... C'est ainsi que les terrains publics, communaux, les *beungs*, les étangs, les terrains où vont paître les animaux sont vendus, et les gens sont touchés dans leur niveau de vie. On voit que les gens qui souffrent commencent à réfléchir, et

on le mesurera aux prochaines élections. On n'exagérera jamais les conséquences de ces phénomènes sur le plan social et politique. Il y aura des répercussions énormes.

Le PPC est donc assis sur deux volcans: - la jeunesse; - et les paysans, les spoliés, et ceux qui ont peur de l'être.

La troisième raison qui nous fait penser que le PSR va progresser aux prochaines législatives c'est un phénomène tout nouveau, la hausse des prix, l'inflation, qui est beaucoup plus forte ici que dans les pays voisins. Prenez les denrées de base: le prahoc, passé de 1 000 à 10 000 riels le kg; l'année dernière le prix moyen du porc était de 7 000 riels, maintenant c'est 15 000 pour le porc, plutôt 20 000 pour la meilleure qualité. Le bœuf: avant 10 000, maintenant 20 000; le poisson frais est passé de 5-6 000 à 12 000 et 15 000, encore un doublement. Il y a un mécontentement général.

les défections au sein du parti

C'est une habitude. Cela arrive à chaque veille d'élection. Le PPC fait tout ce qu'il peut, il achète, je n'ai pas peur de ce mot. Et même certains dirigeants du PNR.

Mais que voit-on ? En 2003, juste avant les élections, nous avions 15 députés à l'Assemblée. Nous en avons perdu 7, presque la moitié ! Est-ce que cela a affaibli le PSR ? Non, de 15 nous sommes passés à 24 députés ! Nous avons remplacé les 7 qui sont partis, et nous en avons gagné 9 !

Que ce soit en nombre absolu ou en pourcentage, nous n'arrêtons pas de progresser.

Mais je reconnais que cette fois-ci le PPC met les bouchées doubles. Parce que les mouvements de fond sont tellement inquiétants pour eux qu'il faut qu'ils mettent les bouchées doubles pour donner le change. Je reçois des coups de fil pour me signaler que le PPC achète, argent, positions ... mais la population ne suit pas.

La population voit bien que les gens qui font défection c'est pour leur avantage personnel, ce n'est pas pour traiter des problèmes de fond, c'est bien au contraire pour les opprimer davantage. Pourquoi suivrait-on ces traîtres, ces vendus ? La masse de la population ne bouge pas.

une alliance avec d'autres partis ?

En principe, une alliance c'est utile; mais il faut faire le tri. Quand nous pensons une chose, le PPC pense la même chose et il essaie de contrecarrer ... il y a des sous-marins PPC parmi les partis non-PPC. C'est de bonne guerre ! Le PPC ne veut pas d'un front authentique uni contre lui. Il crée donc des partis sous-marins pour essayer de noyauter, d'infiltrer un front qui pourrait être créé contre lui.

Nous devons être vigilants vis-à-vis de deux sortes d'alliés potentiels dangereux:

- les sous-marins;

- et ceux qui sont des otages du PPC parce qu'ils ont des points faibles, des problèmes de corruption, des collègues qui ont déposé plainte ... et le PPC se sert du tribunal: si vous marchez avec lui, il vous laisse tranquilles, le tribunal fait le mort. Si vous ne marchez pas avec lui, il menace: il y a là un dossier, nous pouvons l'activer ! Malheureusement, aussi bien dans le gouvernement, qu'au Funcinpec, et dans certains partis qui se disent d'opposition, il y a des gens qui ont des dossiers, qui ont une épée de Damoclès sur la tête. Ces gens-là sont ainsi des instruments -intelligents- du PPC. Ils vont jouer le jeu du PPC, visant à affaiblir une opposition qui serait unie de façon superficielle et pourrait implorer ...

Prenez le *Human Rights Party* par exemple: son président, lorsqu'il était président du *Cambodian Center for Human Rights*, ses anciens employés ont porté plainte contre lui. Le dossier est au tribunal. Hun Sen peut dire: attention, je vais activer le tribunal au sujet de ce dossier, comme j'ai activé le tribunal contre Ranariddh. Comme Ranariddh a été condamné à 18 mois de prison, Kem Sokha pourrait l'être aussi ... Cela fait pour le PSR un allié un peu fragile.

En fait je ne désespère pas. Je souhaite qu'il fasse le ménage dans son parti, et que ses anciens collaborateurs retirent leur plainte, qu'ils ne laissent plus à Hun Sen la possibilité de les

guider par derrière. A ce moment-là ce sera l'éclaircie pour l'union de l'opposition.

Pour les autres partis: ils sont 56, en dehors du PPC. Le PSR représente la principale force de ces 56. Nous sommes le noyau gros et dur, et nous sommes la locomotive des forces de l'opposition. Que vouloir de plus ?

Une alliance avec certains de ces partis aurait pourtant la valeur d'un geste, cela jouerait pour l'image, pourrait créer un *momentum*, une petite synergie, nourrirait l'espoir ...

la manipulation des listes électorales

On peut dire que par rapport aux campagnes précédentes, il y a moins de violence, moins de morts: nous avons deux ou trois cas suspects. Il y a donc un progrès, je le reconnais. Mais le PPC utilise maintenant des méthodes plus subtiles, non moins efficaces.

Le «nettoyage» des listes électorales est un prétexte pour éliminer des gens perçus comme pouvant ne pas voter pour le PPC. Le PPC conserve un système très fort de contrôle de la population, à travers les chefs de village dont 99,9 % sont PPC: ils savent tout sur les gens: qui fréquente qui, qui va à telle réunion ... Le nettoyage des listes vise à rayer les noms des gens qui ont déménagé ou qui sont morts, ou fous. Mais ce sont les gens éliminés injustement qui doivent apporter la preuve de leur existence: c'est le chef de village, toujours PPC, qui soumet au conseil communal, le plus souvent à majorité PPC, la liste des gens à rayer; et là on peut avoir des doutes. Sur les 600 000 noms rayés, il y a selon mon appréciation au moins un tiers de gens éliminés pour des raisons politiques.

En plus des gens qu'on élimine injustement, il y a à l'inverse les gens dont les noms auraient dû être effacés, qui ont vraiment déménagé ... qui restent sur les listes comme des électeurs fantômes. On ramasse la veille du jour du vote des gens qui n'ont pas le droit de voter dans ce village et on les fait voter à la place des fantômes.

Le PSR est présent dans 85 % des conseils communaux, il voit bien ces manoeuvres, mais on ne l'écoute pas. Le NDI, *National Democratic Institute*, qui a fait un audit, en comparant un échantillonnage de villageois aux listes électorales, et inversement, a trouvé que les cas inexplicables étaient de 100 000 sur les 600 000 rayés; je pense personnellement plutôt 200 000 cas douteux.

Nous demandons trois choses: - que l'on réutilise les listes anciennes. Pas de listes artificiellement gonflées, qui vont fausser le taux de participation - que les cartes d'identité soient obligatoires. 8 millions ont été émises (pas toujours distribuées gratuitement); on va faire un sondage pour voir qui en a. Il faut pouvoir voter sans discrimination politique.; - et enfin qu'il y ait un organisme indépendant pour régler les litiges. Les organisateurs ne doivent pas être aussi les juges.

Si le PSR arrive en tête ...

Le plus urgent, si nous arrivons en tête aux prochaines élections, c'est d'adopter la loi anti-corruption.

Vous demandez si elle sera appliquée. Mais oui, les lois sont faites pour être appliquées, sinon ce n'est pas la peine d'en faire. Et c'est bien pour cela que le PPC freine des quatre fers. Elle n'est pas finalisée, mais on va s'inspirer des modèles qui ont fait leurs preuves, et selon les critères des Nations Unies. Une clause qui embarrasse beaucoup est celle qui oblige les principaux responsables à déclarer leurs avoirs. Il n'est pas interdit d'être riche, mais il faut justifier les avoirs.

A partir de cette loi anti-corruption on va résoudre beaucoup de problèmes.

Deuxième point: la loi foncière. Elle existe, il faut l'appliquer. La mesure que nous prendrons est celle-ci: moins de 100 ha, on ne touche pas, on ne change rien. Il n'y aura pas d'impôts.

Au-dessus de 100 ha, il y aura taxation, enquête sur la légitimité des acquisitions, sur l'utilisation; une taxe sur les transactions ... cela donnera des moyens à l'Etat sans lesquels les services publics sont délabrés, les fonctionnaires mal payés: c'est un cercle vicieux que nous voulons rompre. -

le 13ème forum Gouvernement - entreprises

Organisé par l'IFC, *International Finance Corporation*, ce 13ème Forum Gouvernement-entreprises, au siège du CDC, *Conseil de Développement du Cambodge*, le 23 avril, a connu une affluence exceptionnelle, due sans doute à la situation particulière que provoque l'inflation. Dans un exposé de 5 heures, le Premier ministre a traité un très grand nombre de sujets, certains plutôt détails techniques, d'autres de plus grande ampleur comme l'inflation, ses causes, et les mesures prises pour la combattre.

L'inflation: ses quatre causes

1. La montée du prix de l'essence, passé de 22 dollars le baril de brut en 2003 à 120 dollars le baril, ce qui affecte le prix de l'électricité, celui des transports, ...

2. les conditions économiques régionales et mondiales ont changé:

- la forte croissance économique dans la région et dans le monde, particulièrement en Chine, en Inde, dans certains pays de l'Asie de l'Est, provoque une forte augmentation de la demande de biens, comme les matériaux de construction et la nourriture.

- la production par les Etats-Unis de bio-fuels à partir de céréales affecte la quantité de denrées alimentaires disponibles et provoque la hausse des prix des denrées comme le blé, le soja. De même l'utilisation de terrains pour produire des huiles végétales et les transformer en bio-diesel.

On a beaucoup insisté il y a quelques années sur la sécurité énergétique, on a voulu remplacer les carburants fossiles par la bio-énergie. Résultat: on ne nourrit plus les gens, on nourrit les machines !

- Certains gros producteurs ont connu de mauvaises récoltes pour des raisons diverses: inondations, insectes, ... en même temps que la population augmente

Conséquence: les prix des denrées agricoles ont monté très fortement en 2007 sur les marchés internationaux: maïs 104,1 %; soja 73,4 %; riz 23,4 %; huile de palme 56,9 %.

Au Cambodge: la production de riz du Cambodge a atteint 6,7 millions de tonnes en 2007, soit 2,4 millions de tonnes de surplus. Ce fait, combiné avec le manque de riz sur les marchés mondiaux, et particulièrement au Vietnam où la production a diminué à cause de désastres naturels, a provoqué une augmentation des exportations du Cambodge, et une diminution du riz disponible sur le marché intérieur.

Le prix du riz a donc monté au Cambodge: les producteurs en ont bénéficié tandis que les consommateurs en ont souffert.

On voit que la priorité des gouvernements des pays exportateurs est de maintenir les prix sur le marché intérieur. De notre côté, nous avons arrêté les exportations pendant deux mois. Mais si les tous pays producteurs arrêtent leurs exportations, il y aura pénurie ailleurs !

Cela pose le problème plus général de l'organisation au niveau mondial. Il faut que l'ONU intervienne, qu'il y ait un système de concertation.

3. la baisse du dollar: le Cambodge y est très sensible parce qu'il est très dollarisé, et que la presque totalité de nos exportations est payée en dollars (les exportations de la confection ont atteint 2,9 milliards de dollars en 2007), tandis que nos achats à l'extérieur, par exemple au Japon, sont le plus souvent payés en devises chères. Conséquences: nos revenus diminuent, nos réserves pourraient passer de 3 mois d'importations à 2,5.

4. La croissance économique du Cambodge

Cette forte croissance pendant les 5 dernières années a augmenté le PNB par habitant, passé de 513 \$ en 2006 à 594 en 2007, et provoqué une forte augmentation de la consommation, matériaux de construction, nourriture, motos ... qui sont importés.



La forte croissance du tourisme (1,7 million de visiteurs en 2006, 2 millions en 2007) contribue aussi à augmenter beaucoup la demande, de biens et de services.

La masse monétaire (M2) augmente rapidement. Fin 2007—début 2008, les actifs en devises et le crédit secteur privé ont augmenté de façon spectaculaire, environ 3/4 du total atteint pendant toute l'année 2007. Début 2008, le taux de croissance annuel du crédit au secteur privé atteignait 85 %, comparé au taux habituel de 40 % les années précédentes.

Le système bancaire est-il assez fort face à ce phénomène ?

Les mesures face à l'inflation

Il s'agit d'une part d'améliorer le niveau de vie et d'autre part de freiner l'inflation.

- le salaire de base des fonctionnaires, des forces armées et des retraités a été augmenté de 20 % (1)

- les allocations pour les ménages et les enfants, pour les retraités, les invalides ont été augmentées de 100 %, les salaires les enseignants sont augmentés de 10 % à partir d'avril 2008.

- investissements dans la Confection: la taxe de 1 % minimum est suspendue pendant 3 ans pour compenser l'augmentation du salaire minimum: 6 \$ en plus de 50 \$.

- Subvention aux importations de carburants, essence, diesel (importations 35 000 t en mars), kérosène, fuel lourd, de façon à freiner la hausse des prix: elles ont atteint presque 180 millions de dollars en 2007, et dépassent 20 millions par mois en 2008: presque 78,5 millions au premier trimestre. Total de janvier 2007 à mars 2008: 248 millions de dollars. C'est pourquoi le prix de l'essence a augmenté nettement moins au Cambodge (+ 10,1%) qu'au Vietnam (+ 34 %) et en Thaïlande (+ 23,1%). Les prix au détail dans les pays voisins sont ainsi très proches des prix au Cambodge.

- subventions temporaires à l'EDC pour l'importation de carburants, et à la TVA, pour empêcher les prix de l'électricité, et de l'eau, de monter. De 1999 à 2007, cette subvention a atteint presque 5 millions de dollars par an, au total 38 millions de dollars. Pour 2008, 41 millions de dollars sont prévus.

Tous les ministères et les organismes publics doivent faire des économies de carburants. La part du pétrole dans le budget passe de 2,2 à 2,1 %.

- le gouvernement, à travers la Banque de développement rural, aide les usines de traitement de riz. La hausse du prix du riz a ainsi été limitée à 13,6 % pour le riz de 2ème qualité et à 18,9 % pour le prix de 1ère qualité (au lieu de 27 % et 23,4 % au Vietnam et en Thaïlande).

- le gouvernement a interdit pendant deux mois l'exportation de riz et de paddy, et demandé à Green Trade Co et à l'Association des Minotiers de vendre leur riz en stock.

1. Les salaires des fonctionnaires ont augmenté de 15 % en 2005, de 15 % en 2006, de 15 %, et encore de 10 % en 2007, et de 20 % en 2008. Le gouvernement s'engage à les augmenter d'au moins 20 % chaque année sur le long terme. Il y a des primes en fonction du nombre d'enfants, des efforts sont faits pour les enseignants, les retraités ... « nous réfléchissons au moyen de compenser l'inflation », nous dit M. Ngo Hong Ly le 23 avril

- les importations de porcs ont été de nouveau autorisées.

Difficultés à venir

Elles viennent : - de l'extérieur : dépréciation du dollar, crise financière internationale, ralentissement de l'économie américaine, pression inflationniste (prix des carburants, des matières premières, hausse de la consommation); - et de l'intérieur: base étroite de l'activité économique, faiblesse du secteur agricole, essor de l'immobilier, augmentation rapide de la demande.

La crise financière, le ralentissement de l'économie américaine, la compétition qui augmente dans la région pourraient augmenter la pression sur la Confection du Cambodge.

En sens inverse, la dépréciation du dollar rend le Cambodge plus attirant pour les touristes.

Les mesures prévues concernent notamment :

- le secteur bancaire:

Les réserves des banques passeraient de 8 à 16 % des dépôts -le chiffre n'est pas encore fixé-, pour diminuer le crédit au secteur privé qui augmente de façon spectaculaire [notons ici que cette mesure n'a pas le plein accord des banques, qui auraient préféré 12 %. Elles disent que l'inflation ne vient pas du système bancaire, notamment les achats dans l'immobilier ne se font qu'en faible proportion avec des prêts bancaires -9 % du total des prêts].

Les structures du secteur bancaire, les contrôles, seront renforcés, ...

- les finances publiques (...)

- la politique fiscale: il est envisagé de réduire les taxes à l'importation sur les biens de consommation et notamment la nourriture, les biens nécessaires aux PME, en même temps que seraient augmentés, en compensation, les droits sur des biens de luxe comme les voitures, l'alcool, les cosmétiques ... les motos ?

En cas de sévères menaces sur les denrées indispensables comme le riz, on pourrait établir des taxes sur certaines exportations, ou des quotas ...

Pour diminuer la surchauffe de l'immobilier, le gouvernement devra accentuer le recouvrement de la taxe sur la propriété et la taxe sur les terrains inutilisés; on pourrait taxer les transactions; on pourrait taxer les plus-values réali-sées ...

d'autant que les travaux effectués par le gouvernement donnent une forte plus-value aux terrains.

A moyen terme, il faut organiser la sécurité alimentaire et augmenter la valeur ajoutée à nos produits en particulier agricoles et agro-industriels.

Entre autres dispositions, encourager, aider les communautés de paysans (crédits à bas taux, semences, services techniques, liens avec les organismes de collecte et de transformation) de façon à organiser la filière, la rendre plus rentable et compétitive.



Local experience

Regional expertise

Equipment supply

Turn-key projects

Multitechnical after sales services



Power



Air Conditioning



Water

Quelques points qui ont fait l'objet de développements particuliers

- droits des habitants: les investisseurs qui acquièrent des surfaces de terrains ne doivent pas déloger les habitants de leurs maisons ni de leurs champs: «ces investissements-là, nous n'en voulons pas». Les investissements doivent profiter aux gens. Il appartient au CDC de réviser les contrats qui lèsent les gens et de retirer leur licence aux compagnies fautives.

- cadastre: l'attribution des droits de propriété: on accélère le rythme, 1,6 million de titres ont été attribués. On va passer à 25 000 attributions par mois, ensuite à 30 000.

- Tourisme: un Centre international de conférences, d'expositions, de réunions internationales : c'est au secteur privé de s'en occuper. Faut-il le construire à Siem Reap ou à Phnom Penh ? Plutôt à Phnom Penh, parce que l'aéroport s'y prête mieux, parce que les grandes conférences internationales, les sommets de l'ASEAN, de l'Asie de l'Est, ... y seront mieux, parce qu'il n'est pas facile de déplacer le gouvernement à Siem Reap ... Il pourrait être créé dans un grand hôtel comme le Sofitel qui va être construit à Phnom Penh, ou par

Camko City, la Gold Tower de 42 étages ... [en fait il serait bon qu'il y ait plusieurs grands centres d'accueil, nous dit Didier Lamoot, directeur de Sofitel]

Faciliter les échanges entre le Cambodge et le Vietnam.

à prévoir

• taxes à l'importation: baisse pour la grande consommation: hausse pour les produits de luxe

• taxes sur la propriété, les terrains inutilisés, les transactions et les plus-values immobilières

Relations du travail: il faut deux lois, l'une qui concerne le Conseil d'Arbitrage (qui traite les litiges collectifs, en résout plus de 70 %), et un Tribunal de Commerce spécialisé qui aura le pou-

voir de faire appliquer les décisions, qui traitera des manifestations et des grèves comme des litiges individuels. [sur les syndicats, les grèves, le Conseil d'arbitrage, voir cn 239, 249, 254 ...]

Exportations: faciliter le processus d'exportation, c'est l'affaire de Van Su leng, président du Gmac et de Cham Prasith ministre du Commerce.

Création d'un fond de solidarité sociale, prévu par le Code du travail: il y a là deux partenaires, les employeurs et les employés d'un côté, le gouvernement de l'autre. Il faut continuer la discussion sur la part que chacun doit prendre pour alimenter ce fond.

Transports: le long de la route Poipet—Siem Reap, financée par l'ADB, travaux réalisés par une compagnie thaïlandaise, il est construit une ligne de transmissions, avec des poteaux de 11 m. de haut, implantés dans l'épaule de la route. Il y a litige, et selon le jugement de la cour de Banteay Meanchey, le gouvernement devrait 400 000 \$ à la compagnie ! « C'est un jugement inique, ce terrain appartient au gouvernement ! »

Assurance: harmoniser le système d'assurance au tiers entre le Cambodge et le Vietnam.

Asie de l'Est, Cambodge

le rapport de la Banque Mondiale

Asie de l'Est: fondamentalement robuste

Conjoncture

L'idée générale qui se dégage du dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Asie du Sud-Est est que la croissance de cette région du monde reste forte, et qu'elle n'est pas gravement menacée.

Même avec un ralentissement de quelques points par rapport à 2007 (10,2 %) avec environ 8,6 % prévus globalement pour 2008, la croissance de la Chine pour sa part passant à moins de 10 %, après 5 ans au-dessus de ce chiffre, et les autres pays de la région à une croissance de 5 à 6 %, l'Asie de l'Est constitue le pôle de croissance majeur de l'économie mondiale.

D'autant plus que les prévisions de croissance sont revues à la baisse aux Etats-Unis : 0,5 % à 1,4 % en 2008 et 1 à 2 % en 2009; et dans les pays de l'OCDE : 1,1 à 1,6 % en 2008.

Le volume du commerce mondial ne progresserait en 2008 que de 4 à 5 %, après 7,5 % en 2007.

La région dans son ensemble a depuis 10 ans appliqué des politiques macro-économiques et des réformes structurelles qui lui donnent aujourd'hui une capacité de résistance et d'adaptation, lui permettant de traverser les épreuves pendant les deux prochaines années. Les réserves en devises atteignent des records, les prêts bancaires à

risque ont été fortement diminués, les dettes extérieures et internes sont à des niveaux acceptables, la plupart des gouvernements ont encore des «espaces fiscaux» disponibles, l'économie «réelle» est en plein élan, la diversification des flux commerciaux et financiers permet à l'Asie de l'Est de s'adapter au ralentissement économique mondial.

L'inquiétude vient cependant de la montée des prix, que ce rapport estime beaucoup plus préoccupante que les désordres financiers et le ralentissement de la croissance économique mondiale (voir p. 6).

... et long terme

Sur le long terme, ce ralentissement apparaît plutôt comme conjoncturel, dans une tendance générale à long terme très favorable. Depuis 40 ans le taux de croissance de l'Asie de l'Est dans son ensemble est de 4 à 5,5 % plus fort que celui des pays industrialisés.

A quoi cette robustesse est-elle due ? A quelques facteurs fondamentaux selon la Banque mondiale:

- des gains importants de productivité
- la capacité d'acquérir des connaissances venues de l'étranger
- un fort taux d'épargne
- des progrès dans l'éducation et la formation

Ces facteurs fondamentaux ne seront pas affectés par les remous financiers actuels. **c.n.**

CAMBODGE

Les données macro-économiques sont dans l'ensemble favorables, selon le dernier rapport de la Banque mondiale rendu public le 1er avril. Ci-après un abrégé des points principaux:

La croissance continue sa progression rapide. Le taux de 9,7 % pour 2007 marque un léger ralentissement par rapport aux 3 années précédentes, mais il se situe dans la moyenne réalisée de 2000 à 2006: 9,5 %.

Les exportations de la confection ont augmenté de presque 8 %, les arrivées de touristes de presque 20 %, l'activité de la construction a doublé.

Avec un certain ralentissement des exportations, la croissance est venue de la consommation intérieure et des investissements. Les investissements étrangers directs (FDI) ont atteint 600 millions de dollars, un peu plus que le montant de l'aide officielle.

L'investissement intérieur, principalement privé, a représenté 23,4 % du PNB. Environ 2 860 nouvelles entreprises ont été enregistrées en 2007, chiffre en augmentation de 71 %.

Pour 2008, les perspectives demeurent favorables, avec une croissance estimée à 7,5 % [l'ESCAP prévoit 7%; pour les deux premiers mois la croissance a atteint 10,1 % a déclaré le ministre Keat Chhon].

Le ralentissement est dû à la diminution des exportations de la confection, sous l'effet du ralentissement de l'économie des Etats-Unis, de la concurrence du Vietnam et de la fin des mesures de sauvegarde prises contre les exportations chinoises. Le tourisme et la construction seront les principaux moteurs en 2008.

Le déficit commercial s'est accru, passant de 6,8 % du PNB à 7,3 %, à cause du ralentissement des exportations et de l'augmentation de la consommation. Cependant grâce à l'aide internationale et aux FDI les réserves ont augmenté de 47 % et pourraient atteindre 2 milliards de dollars à la fin de l'année (2,8 mois d'importations).

L'inflation a augmenté au cours des derniers mois, atteignant fin 2007 le taux annuel de 10,8 %, chiffre le plus élevé depuis 9 ans: denrées alimentaires + 20 %, carburants + 12 %, ... Une partie de l'inflation est due à la dépréciation du dollar. La montée des prix des denrées alimentaires ne menace pas la croissance du Cambodge mais, note la Banque mondiale, elle touche principalement les pauvres, qui consa-

crent à la nourriture 70 % de leurs revenus. L'inflation est dans l'immédiat la principale préoccupation.

Le secteur financier a connu une croissance rapide: la masse monétaire a augmenté de 63 % en 2007; le crédit au secteur privé de 76 %. Plus de 90 % de l'augmentation des liquidités sont venues des avoirs étrangers, le reste des avoirs locaux à l'origine de la forte croissance de l'investissement privé.

Le nombre des banques privées atteignait 23 fin 2007. Les dépôts en banque devraient atteindre 1,8 milliard de dollars et le total des prêts 1,1 milliard de dollars;

S'y ajoutent 17 institutions de micro-finance qui prêtent environ 50 millions de dollars par an aux micro, petites et moyennes entreprises. Le taux de non-remboursements est faible, environ 10 % du total; avec la croissance rapide du secteur financier, des prêts, en particulier dans l'immobilier, l'activité bancaire est étroitement surveillée par les autorités.

La politique fiscale reste prudente. La mobilisation des recettes a fait des progrès substantiels, le taux passant de 11,5 % à 12,3 % du PNB. Avec des dépenses limitées à 12,6 % le déficit fiscal a diminué, passant de 2,8 % à 0,4 % du PNB.

Des réformes structurelles ont été réalisées: les Douanes avec leur document unique (SAD) depuis janvier 2008; en mai sera mis en service au port de Sihanoukville le système entièrement électronique ASYCUDA.

Et nombre de lois ont été adoptées: - contre le blanchiment de l'argent et contre le terrorisme (avril 2007); - sur les concessions (octobre 2007); sur l'émission et le commerce des titres privés; - sur les douanes; - sur la faillite (octobre 2007).

Dans le domaine social des progrès remarquables ont été réalisés concernant l'enseignement primaire, la diminution de la prévalence du Sida, la mortalité infantile.

La pauvreté diminue: selon les chiffres de la Banque mondiale la proportion des habitants vivant avec 1 dollar par jour est passée de 32,5 % en 1990 à 9,3 % en 2007 (1,4 million de gens). La proportion pour 2 dollars/jour est passée de 76,3 % à 50,5 % d'une population estimée à 14,6 millions de gens.

(2 \$ / jour: en Chine: 21,7 %; au Vietnam 32,9 %; au Laos 62,3 %; en Indonésie 45,2 %).

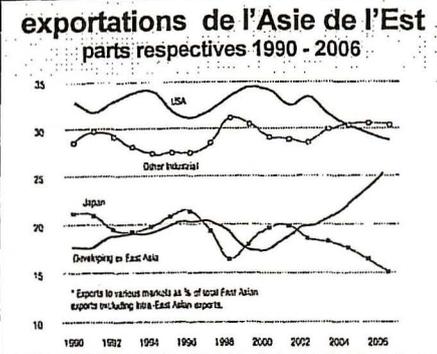
La consommation moyenne, en dollars (corrections faites) est passée de 56 dollars par mois en 1990 à 96,92 \$ en 2007. (en Chine: 206,5; au Laos 71,1; au Vietnam 112,6).

Asie de l'Est : changements structurels

Les graphiques ci-dessous sont extraits du rapport de la Banque Mondiale. Il s'agit de la région Asie de l'Est dans son ensemble, et de macro-économie. On n'a donc pas de données concernant spécifiquement le Cambodge, et il n'est pas question ici des niveaux de vie. Mais les graphiques montrent bien les modifications importantes de l'environnement économique régional. De plus en plus le Cambodge dépend de cet environnement, il est important qu'il en prenne conscience. Ces graphiques peuvent suggérer des commentaires et des réflexions.

Exportations: un paysage en pleine transformation

Ce graphique montre plusieurs évolutions intéressantes, depuis 15 ans, dans les exportations de l'Asie de l'Est:

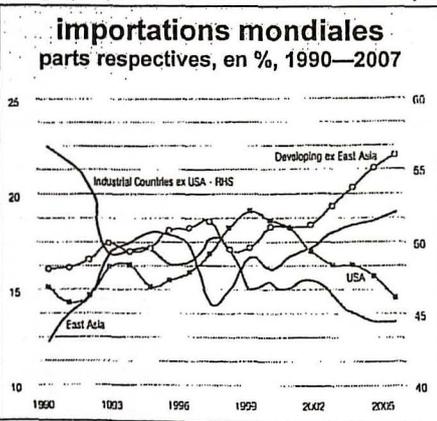


l'importance des Etats-Unis a tendance à diminuer, passant de 34 % en 1999 à 29 % en 2006. En 2007, la croissance globale des importations américaines n'a été que de 5 %. Pour les pays de l'Asie de l'Est le marché américain est maintenant dépassé par celui des autres pays développés.

- les exportations de l'Asie de l'Est vers les pays en développement situés hors Asie de l'Est sont en spectaculaire progression; elles représentaient 26 % du total en 2006, et la tendance s'est poursuivie en 2007 et début 2008. Le marché des pays en développement est en passe de devenir plus important que le marché américain. Marchés en développement particulièrement rapides: les pays du Golfe exportateurs de pétrole, la Russie, l'Afrique ... - en même temps diminuent les exportations vers le Japon.

Importations: émergence rapide des pays en développement

Le graphique ci-contre montre le même phénomène du côté des importations:



alors que la part des importations américaines, dans le total des importations mondiales, diminue, passant de 19 % en 2000 à moins de 15 % en 2006, les importations des pays de l'Asie de l'Est (19 % du total), et plus encore celles des pays en développement hors Asie de l'Est (22 %) suivent une courbe inverse.

Face à la forte diminution des importations des Etats-Unis et de celles des autres pays développés depuis une dizaine d'années, les importations des pays en développement sont en croissance rapide, et les dépassent maintenant très largement. C'est le phénomène majeur qui transforme le paysage des échanges internationaux.

La montée des importations des pays en développement hors Asie de l'Est s'est encore accentuée au cours des dernières années: + 17 % en 2007, et la tendance semble pour le long terme avec par exemple le rôle croissant de la Chine en Europe de l'Est, en Afrique, l'arrivée prochaine des produits de l'Inde sur les marchés des pays en développement.

La tournure nouvelle que prend le commerce mondial ne traduit pas un déclin de l'activité économique des pays industrialisés en termes absolus, d'autant qu'elle correspond dans une certaine mesure à une

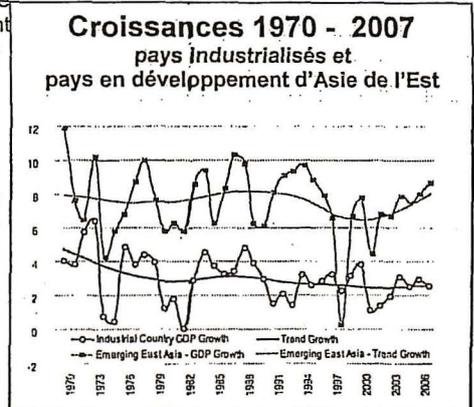
délocalisation des activités des pays industrialisés. Elle traduit tout de même le rôle rapidement croissant des pays en développement dans les échanges internationaux. Les taux de croissance sont beaucoup plus forts dans les pays en développement, qui se dégagent peu à peu du rôle de sous-traitants et acquièrent de l'autonomie.

Pays émergents de l'Asie de l'Est: 4 fois plus vite

Fort contraste depuis 25 ans:

- pour les pays en développement, le taux de croissance annuel est en diminution, sur le long terme, passant en moyenne de 4,5 % en 1970 à 2,2 % en 2006.

- pour les pays en développement de l'Asie de l'Est, le taux est, avec beaucoup de fluctuations, resté dans une fourchette de 6 à 10 %, aux environs de 8 % en moyenne.



C'est l'effet des progrès spectaculaires de l'économie de la Chine, mais aussi des autres pays de la région: les pays de l'Asie du Sud-est suivent avec en gros 5 à 6 points d'écart, l'évolution de la Chine, la moyenne pour l'Asie de l'Est se situant à peu près au milieu.

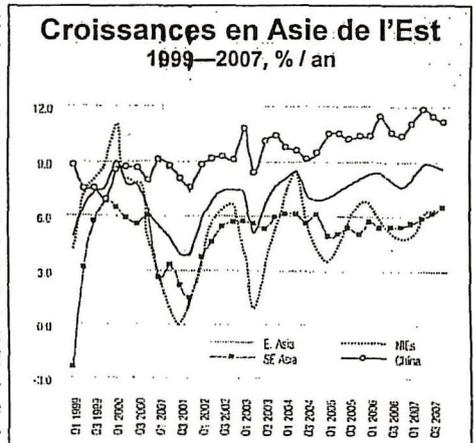
On voit que la tendance générale depuis 1999 est à l'accélération malgré les tentatives du gouvernement chinois de freiner la croissance.

On peut naturellement faire des réserves diverses: les statistiques chinoises ne traduisent pas exactement la réalité; s'agissant de moyennes, les chiffres ne tiennent évidemment pas compte des disparités régionales, des différences croissantes de revenus, de niveaux de vie que l'on observe dans presque tous les pays, des dégâts causés à l'environnement ...

Echanges à l'intérieur de l'Asie de l'Est

Ils représentent environ 40 % des exportations des pays de la région.

On a observé que pour une bonne part l'Asie de l'Est travaille comme une équipe, beaucoup de productions locales étant exportées vers la Chine et réexportées de là vers l'extérieur. On peut alors se demander si, avec le ralentissement de l'économie mondiale, ce n'est pas toute la région qui va se trouver affectée. En fait selon le rapport de la Banque mondiale, il y a



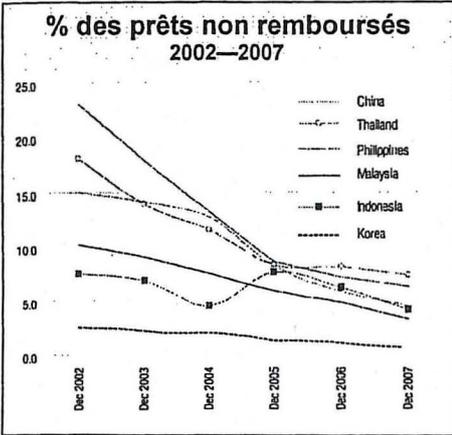
progressive déconnexion entre les importations de la Chine et ses exportations. C'est le marché intérieur de la Chine qui prend le relais, et il y a là des opportunités pour les autres pays de la région.

On observe que si les exportations de la Chine vers les Etats-Unis ralentissent depuis 2005, le taux de croissance annuelle passant de 40 % à quelques % en février 2008, les importations de la Chine en provenance des pays de l'Asie de l'Est résistent bien mieux, augmentent de nouveau depuis 2006 au rythme de 15 à 20 % par an. Cette déconnexion, cette tendance vont-elles se poursuivre ? La Banque mondiale s'interroge. (suite p. 6)

Asie de l'Est : bonne santé et inquiétudes

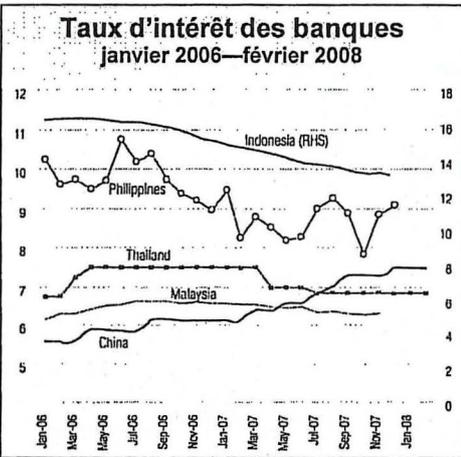
Un secteur financier encore sain

Les effets de la crise due aux prêts immobiliers américains sur le secteur financier des pays de l'Asie de l'Est sont relativement limités, concernant surtout des économies développées comme celles de Singapour, de la Corée du Sud ...

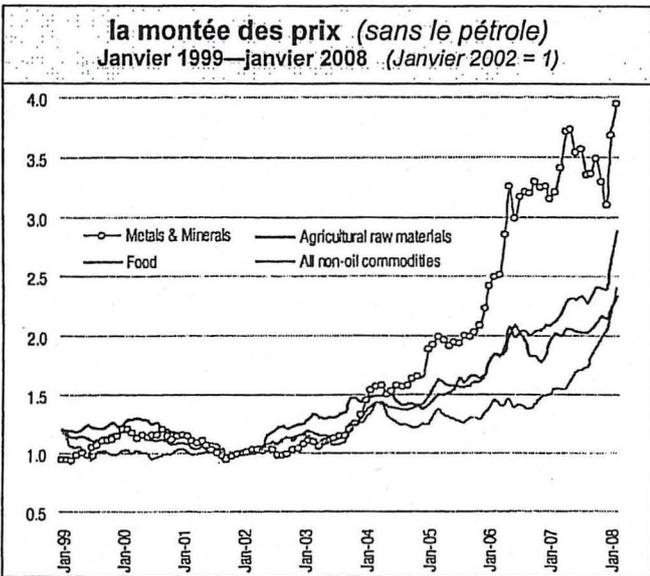


Les achats immobiliers en Asie de l'Est ne se font généralement pas avec des prêts du secteur bancaire. Le secteur bancaire des pays de l'Asie de l'Est apparaît solide, avec un ratio de prêts non remboursés en générale et constante diminution (graphique).

Un autre aspect du secteur financier qui contribue à la confiance: les taux d'intérêt bancaires semblent mieux maîtrisés que dans le passé. On voit la montée progressive des taux en Chine, traduisant la volonté de freiner la croissance, la diminution des taux d'intérêt dans les autres pays, traduisant une augmentation de la confiance et une incitation à la croissance.

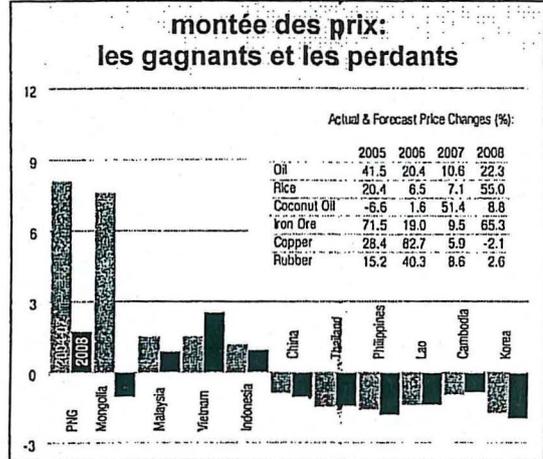


en Indonésie. Avec des balances des comptes courants positives et d'importantes réserves, les pays de l'Asie de l'Est devraient pouvoir s'accommoder des turbulences financières internationales sans être obligés de prendre de soudaines mesures pour ajuster la demande intérieure, comme cela avait été le cas lors des crises financières de 1997-98.



préoccupation: la montée des prix

Les chiffres de la Banque mondiale concernant les effets de la montée des prix des denrées sont particulièrement intéressants. On voit que les effets sont favorables pour certains (les exportateurs des denrées dont les prix montent), défavorables pour d'autres: les importateurs. Parmi ces derniers: le Cambodge, dont le PNB se trouverait



affecté, selon ces chiffres, d'environ 1 point ou un peu moins en 2008.

A moyen terme, estime la Banque mondiale, la solution est d'augmenter le rendement des carburants, d'augmenter les productions agricoles et d'ouvrir le système commercial international.

Risque de famines, d'émeutes

Mais dans le court terme, il faut alléger la charge que la montée des prix fait peser sur les plus pauvres, ceux qui doivent consacrer un tiers à deux tiers de leurs revenus à la nourriture et sont touchés de façon disproportionnée. C'est un problème difficile, qui n'a pas de solution unique. L'Asie de l'Est a déjà dû y faire face, avec des mesures diverses comme des subventions bien ciblées, le financement de cantines scolaires ... ces mesures doivent être envisagées avant que le problème ne devienne très grave.

Au moment même où était publié le rapport de la Banque mondiale, une brusque montée du prix du riz a provoqué des réactions alarmistes: le 13 avril le président du FMI D. Strauss-Kahn a mis en garde: la poursuite de la hausse des prix des denrées de base comme le riz pourrait augmenter de 100 millions le nombre des pauvres, pourrait déclencher des famines, des émeutes, des troubles politiques graves. Au moins 30 pays sont concernés. Le président de la Banque mondiale R. Zoellick n'est pas moins alarmiste.

	2006	2007	2008	2009
PNB en termes réels	10,8	9,6	7,5	7,0
Production industrielle (2000 = 100)	226,7	255,0	280,5	300
Prix à la consommation (% fin d'an.)	2,8	10,8	7,0	5,0
Balance commerciale (mio \$)	1,0-	1,3	-1,4	-1,6
Exportations (mio \$)	3,69	4,114,	4,54	5,0
Exportations confection (%)	19,8	7,9	6,0	5,0
Importations (mio \$)	4,7	5,4	6,0	6,6
Importations (variation en %)	20,9	14,2	10,8	10,6
Invest. étranger direct (FDI) (mio \$)	475	598	660	750
Réserves (mio \$)	1,0	1,6	1,8	2,2
Crédit domestique (variation en %)	35,7	70,7	25,0	25,0
Taux des crédits en \$ à 1 an en %	16,4	15,5	15,0	14,0
Taux de change (fin d'année)	4061	4003	4050	4050

Droits de l'Homme

En visite au Cambodge du 22 au 25 avril, Mme Rama Yade, Secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme, a été reçue par les plus hautes personnalités, le Roi Norodom Sihamoni, le Premier ministre Hun Sen, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Hor Nam Hong ...



Elle s'est intéressée particulièrement au tribunal des Khmers rouges, à la question de l'adoption, à celle des droits de l'Homme. Elle a inauguré

le laboratoire « P3 » de l'Institut Pasteur.

Lors d'une conférence de Presse à l'Ambassade de France, questionnée sur ses informations concernant les droits de l'Homme au Cambodge, Mme Rama Yade a clairement indiqué qu'elle avait rencontré les divers organismes concernés, gouvernementaux et indépendants, qu'elle ne venait pas pour porter un jugement dans ce domaine, mais pour aider les ONG qui sont actives dans le domaine des droits de l'Homme et « qui font un travail remarquable ».

Un expert indépendant, dans un rapport sur la situation des droits de l'Homme au Cambodge, rappelle les progrès réalisés depuis 15 ans pour établir la démocratie en l'absence de tradition et de culture démocratique; la diminution de la violence (« le Cambodge a réalisé en quinze ans ce que d'autres n'ont pas encore atteint alors qu'ils n'ont pas connu de tragédies comparables »); la bonne tenue des élections législatives en 1993, en 1998, en 2003, des élections municipales en

2002 et 2007 ... ». Mais « la pratique du débat démocratique se heurte en tout premier lieu à des traditions culturelles qui incitent peu à la contestation de ceux qui représentent l'autorité (...) Les divers courants politiques du pays devraient disposer d'un accès équilibré aux médias radios et télévisions. Les dirigeants du pays devraient accepter la discussion publique contradictoire (...) ».

Dans son rapport, cet expert rappelle le travail législatif réalisé pour parvenir à l'état de droit; et le retard pris dans ce domaine concernant six législations majeures (code civil, code pénal, loi sur les tribunaux, loi sur le statut des juges, amendement à la loi sur le conseil Supérieur de la Magistrature, loi sur la corruption), et demande: « Que vaut une législation qu'on n'applique pas faute de moyens humains et financiers ? ».

Il observe le caractère encore clanique de la société cambodgienne, caractère « qui traverse tous les secteurs de la vie politique et économique en ce compris la police et l'armée (...) La mutation ne peut être que lente. Cette lenteur est aggravée par un phénomène qui pèse lourdement sur le Cambodge d'aujourd'hui: la destruction des élites ».

Il rappelle « les pesanteurs culturelles, qui ne constituent pas un terreau fertile pour la culture des droits humains ».

Il rappelle l'exceptionnelle liberté de la presse qui existe au Cambodge ... et conclut :

« Il importe plus d'aider les autorités et le peuple cambodgien à surmonter les blocages qui les empêchent d'avancer que de les culpabiliser en prétextant qu'il n'y a aucune volonté de les surmonter ».

Le « crédit-carbone »

Le principe, selon le Protocole de Kyoto, est que les pays pollueurs doivent réduire leur production de « gaz à effet de serre », leur pollution (émissions de méthane, de CO²) selon un rythme qu'ils s'engagent à respecter. S'ils n'y arrivent pas, c'est le cas de beaucoup de pays industrialisés comme le Japon, l'Allemagne, Taïwan ... ils peuvent se racheter en achetant des crédits-carbone à des pays « vertueux », qui contribuent à la dépollution par exemple en plantant des forêts, et ont ainsi droit à des « crédits-carbone ».

Il est clair que déforester pour planter autre chose n'est pas considéré comme un gain ouvrant droit à des crédits-carbone; mais planter une forêt ou des plantes devenant des arbres là où il n'y avait pas de végétation, oui. Les mesures dans l'un et l'autre sens sont faites de façon rigoureuse avec des mesures de contrôle précises, projet par projet.

La déforestation fait partie des facteurs considérés comme aggravant la situation: elle est responsable d'environ 15 % des émissions de gaz à effet de serre.

En sens inverse, ne pas déforester pourrait être considéré

comme une action vertueuse, positive, récompensée par des crédits-carbone: on y réfléchit à l'ONU; ce n'est encore qu'un projet.

Eco-Carbone, société créée en 2001, est spécialiste de la gestion des crédits-carbone. Elle a un laboratoire de recherches sur le jatropa, à Recife au Brésil; et, nous dit Manon Martin-Ginolhac, responsable de projets à Eco-Carbone, elle est active en Chine, où elle travaille à la récupération de méthane dans les mines de charbon. « Nous sommes en contrat avec 6 mines chinoises: les mines de charbon émettent du méthane, gaz à effet de serre 20 fois plus nuisible que le CO². L'objectif est de faire de l'énergie avec ce méthane, l'expérience est déjà en cours ».

Le Cambodge pour sa part a ratifié le Protocole de Kyoto, et pourrait donc bénéficier de ce système — par exemple plantations de jatropa là où il n'y a pas encore de forêt, ou forêt dégradée. Le gouvernement doit maintenant créer une définition de la forêt et la soumettre à l'ONU; il existe dans chaque pays, y compris au Cambodge, une cellule (« point focal ») qui est chargée de suivre la question.

Sources: S. Tioulong, M. Martin-Ginolhac, Eco-Carbone



ធនាគារ កាណាដា ភី.អ
加華銀行
CANADIA BANK PLC.

Si vous êtes en quête de service financier et bancaire au Cambodge ne cherchez plus. La Canadia Bank offre une multitude de services dont:

- Comptes d'épargne et dépôt à terme
- Comptes courants
- Privé / Personnel
- Prêts commerciaux
- Prêts PME
- Devises et Change
- Cartes de Crédit Internationales
- Prêts Immobiliers
- "Money-Gram"
- Chèques voyage
- Chèque Banquier et Traités bancaires
- Trade Finance
- Remittance
- Guichets Automatiques

NOUVEAU !

Le Compte Junior Canadia Bank

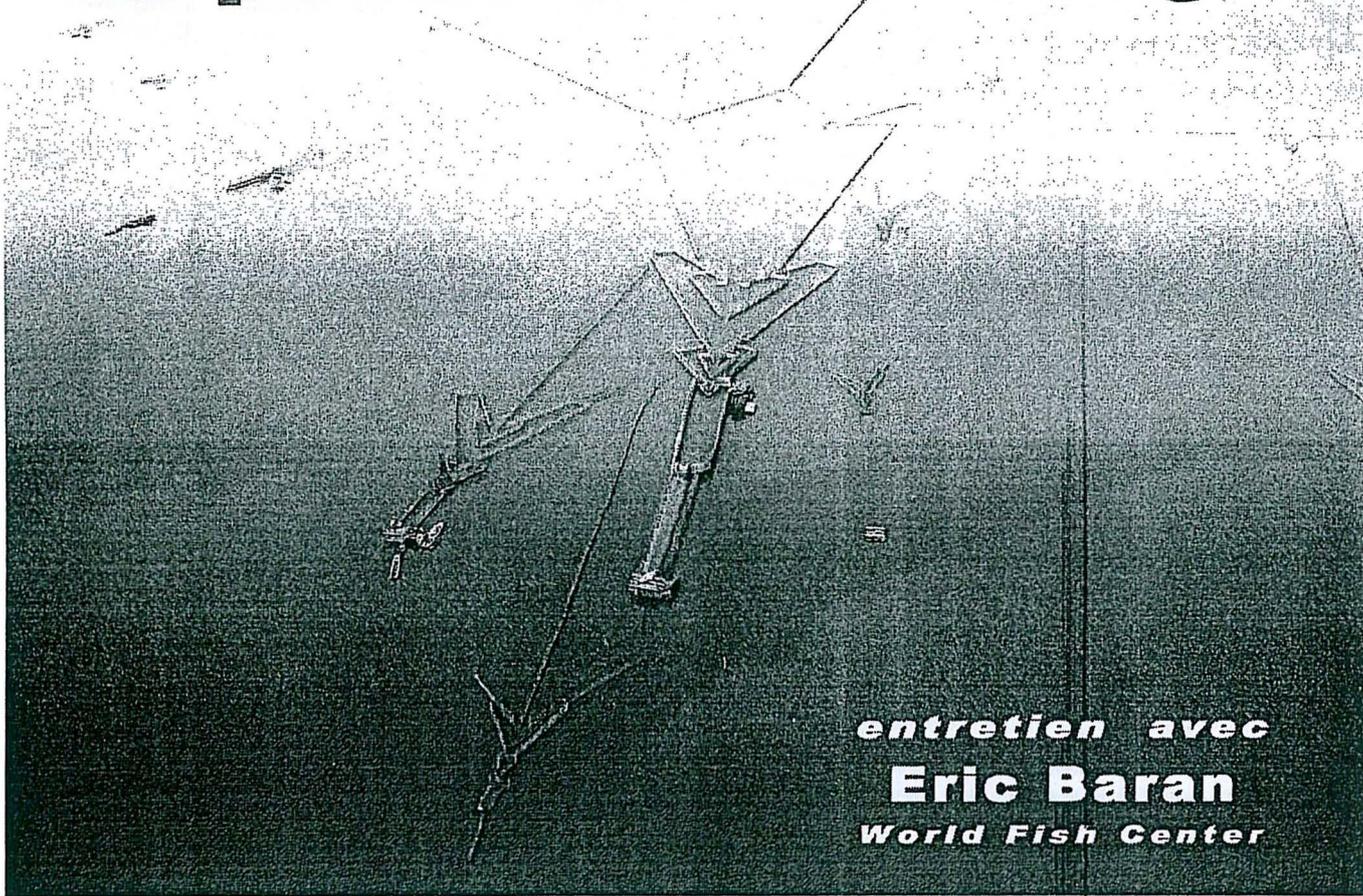
9,6 % pour 2007
Prévoyez pour le futur de votre enfant aujourd'hui!

cadeau : un lingot d'or pour les 1000 premiers clients



Pour plus de renseignements, contactez dès maintenant: le (855) 23 215 286 ou visitez : www.canadiabank.com

la pêche au Cambodge



entretien avec
Eric Baran
World Fish Center

La pêche en eau douce, il faut bien voir que c'est de l'économie, et que c'est aussi un mode de vie.

Importance de la pêche pour l'économie

La contribution des pêcheries au PNB est environ de 12 %, environ la moitié du secteur industriel.

Les captures: entre 300 000 et 450 000 tonnes/an, représentent entre 150 et 300 millions de dollars /an (chiffres officiels: 150 et 225 millions de dollars).

Entre la capture et la vente sur le marché il y a un très grand nombre d'intermédiaires, et la plus-value est d'environ 5 fois.

Il faut compter aussi beaucoup de produits dérivés: poissons séchés, sauce de poisson ... dont la valeur est estimée à 25 millions de dollars, un chiffre sans doute très sous-évalué, parce qu'il y a beaucoup d'auto-consommation qui n'est pas comptabilisée en dollars.

Au niveau du village, dans les zones où l'on pêche beaucoup, le revenu s'élève en moyenne à environ 100 000 dollars par an. On observe une grande disparité



Eric Baran

des foyers: 72 % ont un revenu inférieur à 1000 dollars / an, ils n'ont qu'un tiers des revenus générés par les pêches, ce qui pose une question sociale forte.

Quelle est l'évolution, s'agissant du niveau de vie ? Il y aurait progrès au niveau global, mais en même temps aggravation des disparités. On peut noter d'ailleurs depuis quelques mois un certain retour des villes vers les campagnes, parce que la vie est très chère en ville, les salaires insuffisants, et qu'on peut trouver de nouvelles ressources dans les campagnes.

Les pêches c'est aussi une très grande part de la sécurité alimentaire des Cambodgiens: 32 kg de poisson par personne et par an, en moyenne, soit 90 grammes par personne et par jour, et jusqu'à 76 kg autour du lac.

Le poisson couvre entre 65 et 80 % des besoins en protéines. C'est 3 à 4 fois la production de cochons, et 20 fois la production de poulets. Si à la suite de la construction de barrages l'activité de la pêche devait s'écrouler, on ne pourrait donc pas la remplacer par du cochon et du poulet.

Le Tonle Sap couvre 2 500 à 3 000 km² en saison sèche.

La pêche est une activité centrale pour les quelque 1,25 millions de gens vivant dans les 5 provinces qui bordent le Grand Lac. Il y a là 60 % de toute la pêche en eau douce du Cambodge, environ 200 à 218 000 tonnes de poisson par an (moyennes 2001 -2003), une valeur estimée à 150 - 250 millions de dollars.

On distingue trois sortes d'exploitations:

- familiale, artisanale (filets plombés, nasses en bambou), c'est l'activité principale ou secondaire de pratiquement toutes les familles bordant le Grand Lac, surtout dans les provinces de Battambang et de Pursat; la pêche est particulièrement vitale pour les plus pauvres;

- exploitations moyennes, la pêche, autorisée seulement d'octobre à mai, est destinée à la vente. Elle se pratique surtout au filet. Prise moyenne: 5,3 t par famille et par an.

- grandes exploitations, utilisant d'importantes constructions en bambou et de grands filets, principalement dans le Tonle Sap (photo); aussi dans la forêt inondée et les petits affluents, et dans les rizières inondées de juin à septembre.

Depuis 2000, environ 50 % des rives du lac sont ouvertes à la pêche, limitant les « lots » appartenant à des intérêts privés.

Depuis octobre 2000, environ 440 communautés de pêche ont été créées.

CAMBODGE NOUVEAU

Il faut tenir compte aussi des autres productions aquatiques: grenouilles, coquillages, bigorneaux, escargots, ... ensemble 12 % de l'apport en protéines, sur des terrains marécageux que trop souvent on remplit de sable pour en faire des lotissements. Il faut compter aussi les plantes aquatiques, graines de lotus, légumes, liserons d'eau ... Tout cela contribue très fortement à la sécurité alimentaire.

S'il y avait un problème pour accéder au riz, et une perte de la ressource en poissons, on irait à la révolution !

La pêche est un mode de vie

Il faut souligner l'importance de la pêche comme mode de vie des gens.

Sur le moyen et long terme, on peut prévoir qu'il y aura de moins en moins de pêcheurs, de plus en plus de gens dans la mécanique, le commerce, les services ... évolution normale. Mais il faut du temps pour cette évolution, voir qu'il n'y a pas actuellement d'alternative à ce mode de vie, faute d'infrastructures, de moyens, de connaissances, ...

La construction de barrages introduit dans ce système une rupture brutale. Au lieu de processus normaux, de changements de mode de vie réalisables comme la transformation d'un marais en zone cultivée, la construction d'un barrage au contraire c'est en 3 ou 4 ans une grave perturbation qui atteint la structure sociale.

Dans les zones où l'on pêche le plus, autour du grand



lac, 35 % des gens, 1 personne sur 3, sont concernés par la pêche, soit à plein temps (15 %), soit à temps partiel (20 %) (chiffres d'une étude scientifique).

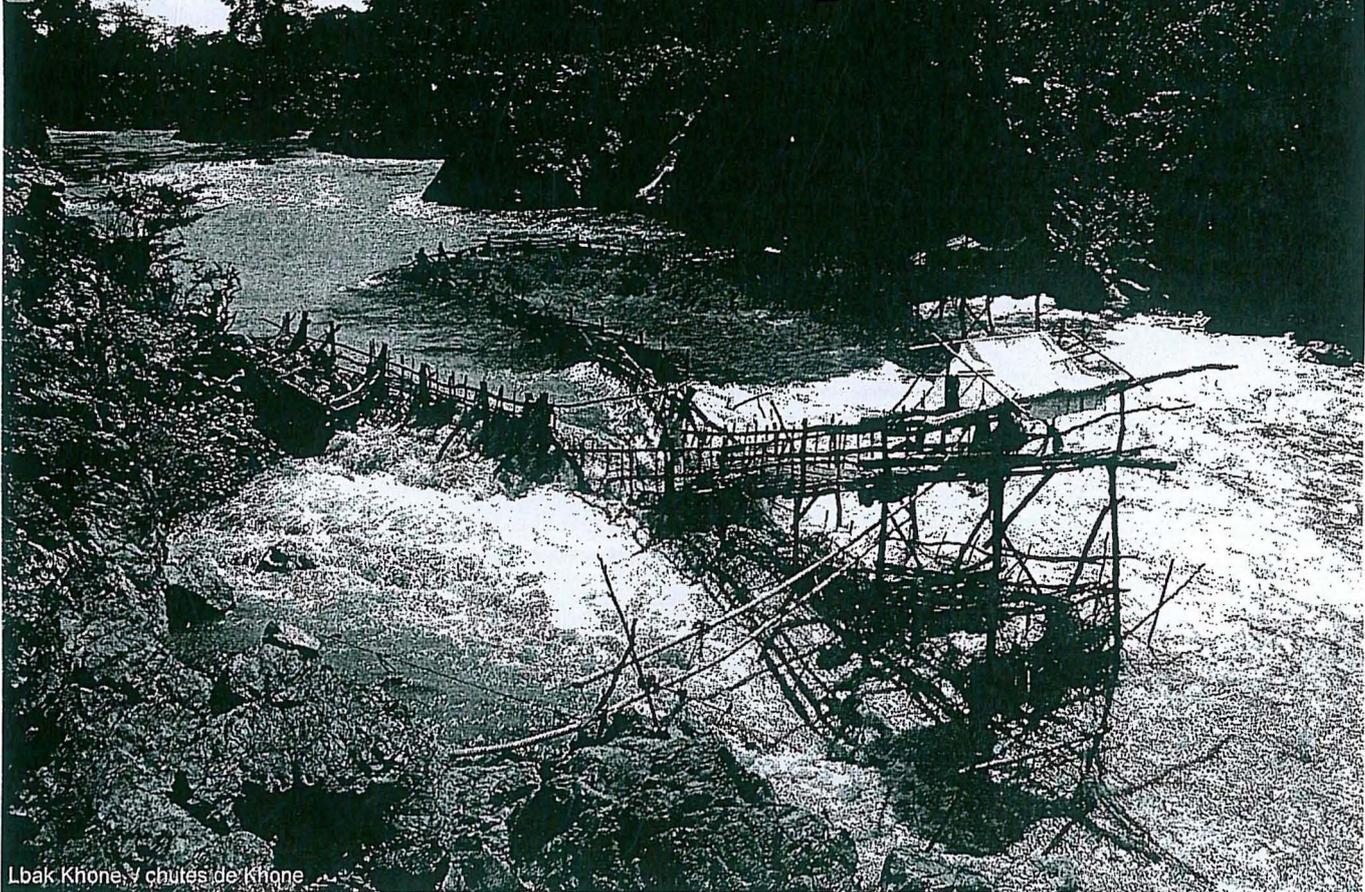
Le stock de poissons augmente-t-il? Ou diminue ?

Si l'on prend en compte les 60 dernières années, la capture totale de poissons a augmenté, parce qu'il y a beaucoup plus de pêcheurs, et que les méthodes de pêche sont beaucoup plus efficaces, avec par exemple les filets en nylon. Mais on ne connaît pas l'état du stock: plus ou moins de poissons ? On ne sait pas. Mais les études montrent cependant que pêcher les plus gros et plus vieux individus rajeunit et stimule la population.



Ubol Khone / chutes de Khone photos Eric Baran

pêches: les quatre élém



Lbak Khoné, chûtes de Khone

On a pêché en gros deux fois plus, et dans le même temps la population du Cambodge a plus que triplé. Comme le nombre des pêcheurs a augmenté encore beaucoup plus, la part de chacun a diminué. Sur l'évolution du stock, il faut être prudent.

Sur le court terme, depuis l'an 2000: on a eu une année de tous les records, mais avec des variations à la hausse et à la baisse aucune tendance claire n'apparaît.

On observe une évolution cependant: on pêche moins de gros poissons et plus de petits. Cela peut signifier soit un afflux massif de jeunes, ce qui serait un bon signe, mais peu vraisemblable, soit une diminution des tailles ... Il faut rester prudent.

Lots de pêche et exploitations individuelles

Les lots de pêche, ce sont des surfaces du lac qui sont bien définies (tracées à l'origine par le Protectorat selon un système préexistant), louées aux enchères par le gouvernement : 18 % des captures du pays. On pêche du 1er octobre au 31 mai, selon un cahier de charges très précis. Est-il observé ? On observe que les zones de réserves, les beungs, sont exploitées elles aussi, pompées à la moto-pompe —une pratique interdite.

En principe, selon les biologistes, les lots sont une bonne formule parce que le propriétaire en prend soin, veille à sa durée, alors que les « communs » sont un désastre, personne n'en est responsable.

Pour les sociologues au contraire, la ressource en poissons ne profite, avec le système des lots, qu'à quelques-uns, des riches qui ont pu obtenir la concession tandis que des centaines de km² sont interdits à la population pauvre.

D'où la décision prise en 2000 de supprimer la moitié des lots de pêche. Des engins individuels viennent remplacer les grandes barrières des lots, et l'on estime que l'effet de barrage a diminué de moitié.

Un phénomène nouveau est apparu: alors que les lots étaient très fortement défendus par des gardiens armés, les systèmes individuels, et les communautés locales, sont maintenant piratés par des bandes armées ... Avec l'augmentation de la demande de poissons, la pression de pêche augmente aussi et la part de chacun diminue.

Au total, plus de 700 km de barrières correspondant à 60 % de la périphérie du lac.

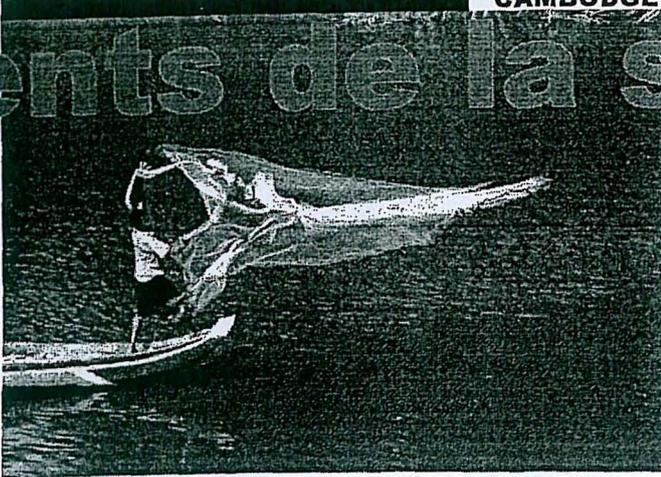
Evolution du Tonle Sap

Le Grand Lac n'est pas menacé d'assèchement. Le phénomène est que le fond remonte par sédimentation. Il y a là grande différence entre l'opinion générale et les observations des scientifiques (Japonais, belges ...). La vérité est que le fond remonte par endroits, où la sédimentation est très forte, notamment à l'embouchure des petites rivières affluentes, souvent aux points d'implantation des villages. Certaines zones qui étaient profondes le sont de moins

Consommation par tête / an, en kg, dans le Bassin inférieur du Mékong

	Cambodge	Laos	Thaïlande	Vietnam	total	moyenne
Poissons d'eau douce	32,3	24,5	24,9	34,5	116,2	29
Autres animaux aquatiques	4,5	4,1	4,2	4,5	17,3	4
total	36,8	28,6	29	39	133,4	33

éments de la sauvegarde



en moins, certaines pourraient même émerger. Chnok Tru est l'une de ces zones. Mais il n'y a pas menace globale.

Les barrages: la plus grande menace

« Les barrages, dit Eric Baran, sont la plus grande menace sur la plus grande pêcherie d'eau douce du monde ».

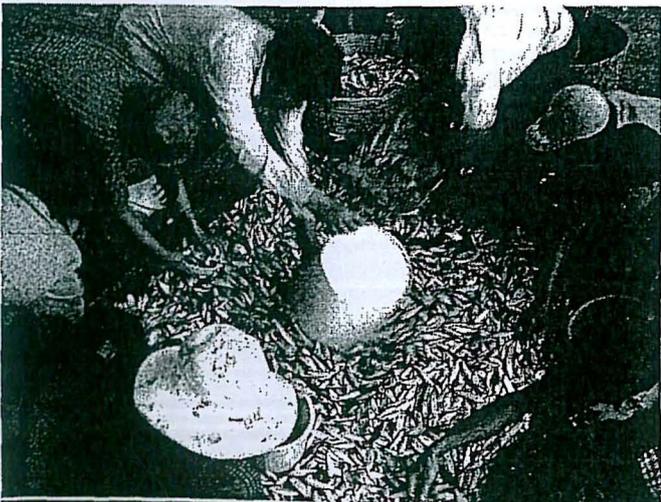
Les pêcheries du Mékong représentent 7 fois toutes les pêcheries d'Amérique du Nord ! 15 à 20 % de toutes les pêcheries d'eau douce du monde. Total, 8 millions de tonnes pêchées en eau douce dans le monde, et sur ce total la part du Mékong est de 2,6 (statistiques scientifiques, non celles de la FAO).

La bio-diversité dans le Mékong est énorme, entre 780 et 1000 espèces, dépassée seulement par le Congo et l'Amazonie. Le taux d'exploitation est énorme, avec des pêcheurs tout du long –alors qu'il y a très peu de captures dans l'Amazonie et dans le Congo. Et la productivité des zones d'inondation est énorme aussi, parce que ces zones sont elles-mêmes très vastes, à cause de l'exceptionnelle variation du volume du fleuve: de 1 à 30 ! Cette surface inondée met en contact l'écosystème terrestre avec l'écosystème aquatique, l'un procure à l'autre du nutriment. Il y a là une combinaison unique au monde.

Sur l'effet des barrages, il y a eu beaucoup d'études. Les conséquences de barrages construits en amont seraient de réduire de 10 à 25 % les apports au lac, dans les années sèches; pour les inondations, le retard provoqué pourrait atteindre jusqu'à un mois, et leur fin pourrait intervenir jusqu'à 2 semaines plus tôt que la normale. La hauteur de l'eau et la surface des terres recouvertes diminuerait sensiblement.

Pour les poissons, dont 87 % sont des espèces migrantes, l'effet des barrages serait de perturber leurs migrations, et donc les pêches situées en aval.

A cela s'ajoute que les barrages augmenteraient les flux pendant la saison sèche, provoquant l'inondation permanente de



forêts inondées qui ne le sont normalement que de façon saisonnière.

Une autre conséquence des barrages: en créant une zone d'eaux calmes, ils retiennent des éléments nutritifs en suspension dans l'eau, dont beaucoup viennent des plateaux de l'Himalaya, et relâchent une eau appauvrie. Jusqu'à 50 % des éléments d'origine se trouveraient bloqués par les barrages, ce qui bien sûr aura des conséquences importantes pour les poissons et pour les rizières situées en aval.

Il faut aussi signaler l'effet des structures construites: routes, systèmes d'irrigation, barrages des lots de pêche ...

Pesticides, pêches illégales

On sait que deux-tiers environ des paysans autour du grand lac utilisent des pesticides, très souvent sans respecter les doses –et souvent parce qu'ils ne peuvent pas lire les notices écrites en thaï ou en vietnamien-, souvent des produits interdits ailleurs comme le DDT, des organo-chlorés, de vieux stocks ... En un an plus d'un million de litres sur les pourtours du Tonle Sap, dont personne ne contrôle le caractère plus ou moins toxique à moyen terme.

Une étude menée sur la qualité des poissons vendus sur les marchés a cependant montré que ces poissons sont extrêmement sains –sans doute à cause de leurs migrations.

On peut être plus inquiet pour les poissons d'élevage, l'aquaculture de cage, dont la proportion augmente: là tout dépend des connaissances de l'éleveur.

Les pesticides sont liés aussi à l'évolution de l'agriculture, à la transformation des *wetlands* en zones cultivées qui font passer les terres très nutritives pour les poissons à des zones cultivées éventuellement sujettes à pesticides. Il reste cependant de la place pour les poissons dans ces rizières.

la pêche illégale: elle est sans doute moins grave qu'on ne le dit et sert de bouc émissaire facile. La pêche à l'électricité, avec une batterie, est destructive, mais sur une très courte distance. Elle tue surtout les juvéniles, alors que ce sont les plus vieux poissons qui sont les meilleurs reproducteurs.

les quatre éléments de la sauvegarde

Pour la sauvegarde des poissons, il faut que l'hydrologie soit favorable, qu'il y ait de bons habitats, et que les itinéraires de migrations soient préservés, parce que les poissons migrants pondent leurs œufs loin en amont, et que les jeunes redescendent avec la crue et arrivent dans les régions très fertiles. Ils remontent ensuite vers l'amont pour ne pas rester dans les zones asséchées. Ce système de migration est vital. Il faut donc:

- une hydrologie favorable, c'est-à-dire une crue qui assure un bon niveau d'eau, créant une vaste surface «comestible»; d'une bonne durée pour que la période de nutrition soit longue; et avec un bon timing pour que les œufs fin mai début juin descendent le fleuve vers les plaines inondées: il faut que le « timing œufs » coïncide avec le « timing eau ».

- un habitat favorable, qui ne soit pas détérioré, détruit par les structures construites; des bueings qui servent de refuge aux poissons noirs qui ne migrent pas; des trous dans les rivières qui peuvent atteindre jusqu'à 60 m de profondeur et où vivent les plus gros poissons, les plus reproducteurs;

- des parcours de migration sans obstacles comme les barrages de pêche et les barrages hydro-électriques.

Il faut tous ces éléments pour sauvegarder les poissons et les pêcheries, et non pas seulement contrôler l'activité des pêcheurs: ce n'est que l'un des 4 éléments qui permettent cette sauvegarde. Les trois autres relèvent de l'environnement.

HÉVÉACULTURE

on attend une politique nationale

Avec la très forte montée du prix du caoutchouc sur le marché international, 1 800 à 2000 dollars la tonne (alors qu'il a été à 800 il y a quelques années), avec une demande en forte augmentation et qui devrait le rester sur le long terme, avec de grandes plantations d'hévéas et une longue expérience, avec encore beaucoup de surfaces très favorables à l'hévéaculture, le Cambodge est très bien situé pour faire du caoutchouc l'une de ses ressources majeures.

Et de fait l'hévéaculture est en pleine expansion. La surface plantée augmente de quelque 20 000 ha par an, sans doute 25 000 ha en 2008. Elle atteint en 2007 au total, avec les neuf plantations d'Etat, les entreprises privées et les exploitations familiales 82 058 ha, dont 30 190 ha d'arbres adultes et 51 568 ha de jeunes arbres.

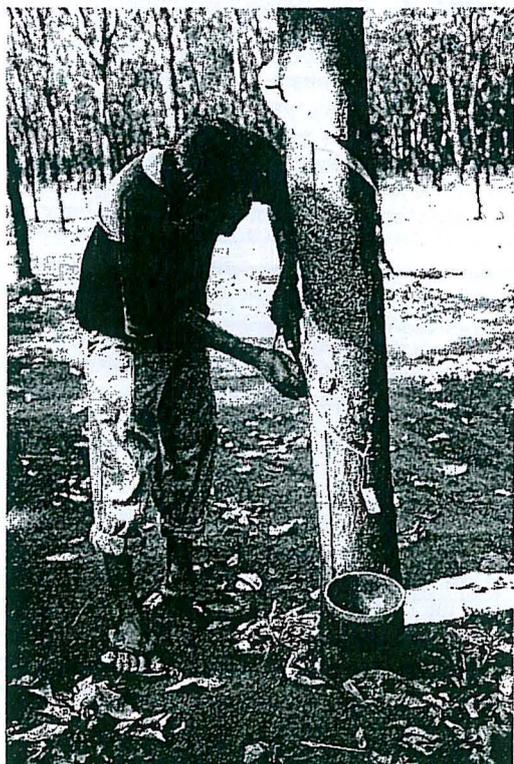
La production de caoutchouc sec a atteint en 2007 au total 17 922 tonnes.

Les exportations ont atteint 18 316 tonnes au total, repré-

sentant 36,9 millions de dollars.

On pourrait dire que tout va bien et que l'avenir est très prometteur. Oui, mais avec des nuances.

Pour les neuf plantations d'Etat, ensemble 39 471 ha, c'est-à-dire en gros la moitié de la surface plantée totale, elles ont été gérées diversement. Certaines, comme Chup, de loin la plus importante avec 11 108 ha, ont une bonne proportion de jeunes arbres (la moitié), de sorte que la production pourra suivre une évolution régulière; d'autant plus dans le cas de Chup qu'elle comporte la nouvelle plantation de Toumring, 3 238 ha qui n'ont pas encore commencé à produire. D'autres en l'absence de stratégie à long terme, ont coupé les arbres pour faire du cash et n'ont pas replanté en proportion. *«Il ne faut pas forcément accuser les directeurs de plantations, observe H. Conan, de l'AFD, ils ont pu être obligés de trouver des ressources de cette façon».* Mais d'autres moins défendables comme Memot ont coupé des arbres pour planter du



le latex, des hévéas à la mise en balles

entretien à Chup avec M. Long Saly, directeur gal adjt.

Les arbres sont plantés avec des intervalles, à Chup, de 6 m sur 3, ou bien de 6,5 m sur 3.

On saigne sur une demie circonférence, en créant dans l'écorce une entaille qui ne doit pas dépasser 1 mm. Cette entaille, inclinée à 36°, de gauche à droite, vient couper les vaisseaux porteurs de latex qui sont inclinés en spirale de droite à gauche à 5°.

Le saigneur doit travailler avec précision, pour préserver le «capital écorce». Il se sert d'une gouge dont la lame en forme de gouttière mesure 12 ou 13 mm. On protège maintenant les entailles contre la pluie avec une bande de plastique.

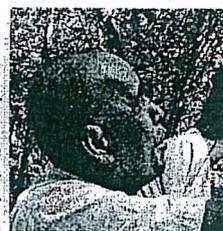
On commence à saigner (on «ouvre») lorsque l'arbre atteint une circonférence de 45 cm c'est-à-dire, selon les clones, après 5 à 6 ans. On saigne à partir d'une hauteur de 1m20. Tous les 3 jours. La saignée commence à 5 h ou 5h30 du matin et dure 4 à 5 heures. Vers 11 heures on ramasse. Le latex contenu dans les tasses est recueilli dans des seaux, de là versé dans des camions-citernes de 5 000 litres. Vers 12 heures, les camions vont à l'usine pour le traitement.

Les saigneurs suivent une formation de 15 jours. Ils peuvent gagner de 40 à 150 dollars par mois, grâce à des primes d'efficacité.

Des cultures intercalaires ? Oui on peut planter des haricots, des arachides, du soja ... qui bonifient la terre et apportent des revenus aux ouvriers. Pas de manioc, ...

On a tendance maintenant à écourter la durée d'exploitation des arbres: après une vingtaine d'années, on «stimule» la saignée soit en badigeonnant avec une solution d'éthylène, soit on fait entrer dans le réseau du gaz éthylène avec un «applicateur». Le rendement augmente beaucoup, de 30 %; la première année, il diminue beaucoup ensuite. On saigne «à mort». On coupe ensuite et on replante. Ce système permet des économies de main d'œuvre.

Les recherches sur les clones se poursuivent toujours. A Chup, on étudie 28 variétés, dont on compare les qualités: croissance, maladies, casse au vent, rendements ...



Plantations familiales

manioc et faire du cash.

Pour les plantations d'Etat se pose depuis 15 ans la question de leur privatisation. L'ADB y insiste: la privatisation introduirait plus de professionnalisme, de productivité, plus de transparence, plus de revenus. Privatisée, et avec une politique nationale à long terme, la filière caoutchouc servirait mieux l'intérêt national.

La privatisation a été retardée sous des prétextes divers, elle est maintenant en cours. Mais pas vraiment comme le souhaitait l'ADB: les grands candidats étrangers comme *Michelin*, comme précédemment des sociétés françaises, et la *Siat* belge, ont été écartés. En 2008 certaines plantations changent de mains, mais ces mains restent locales. **Chamcar Andong** va être transférée à An Mardy, président de la Chambre de Commerce de Kompong Cham. **Snuol et Peam Cheang**: il y a eu des appels d'offre, et on ouvre les enveloppes fin avril. **Beng Ket** et **Memot** sont en cours de vente; **Krek**: statu quo; **Chup** et **Toumring**: pas de changement. On peut craindre que les nouveaux gestionnaires n'aient pas tous la compétence requise, que la transparence reste imparfaite, que l'absence de politique à long terme ne perdure.

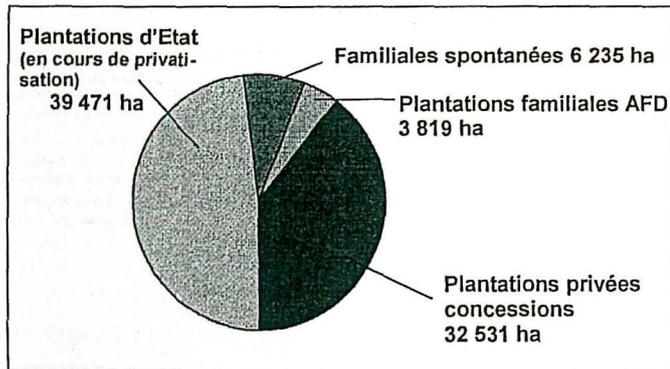
Les entreprises privées ont très vivement progressé ces dernières années, à un rythme dépassant 10 000 ha par an. Elles dépassent maintenant en surface (42 685 ha) les plantations d'Etat.

On se trouve ainsi avec une situation nouvelle: un secteur privé fort constitue un second pôle de croissance; il a déjà une dizaine d'usines de traitement.

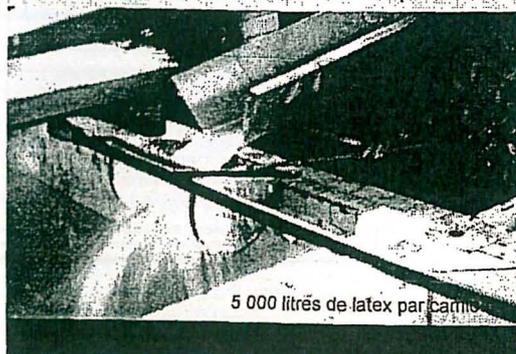
On distingue:

- les entreprises privées, c'est-à-dire ayant une surface assez importante, qui peut atteindre 2 400 ha comme *Labansiek* au Rattanakiri, 2000 ha comme *Tapao*, mais le plus souvent quelques dizaines d'ha; ce sont souvent des opérateurs vietnamiens. Surface totale 6 235 ha en 2007;

- et les plantations familiales (moins de 5 ha), formule lancée par l'AFD en 1999 qui connaît un succès assez extraordinaire: 23 ha plantés en 1999 et plus de 3 800 ha de surface cumulée en 2007 (cn 259, 260).



Vers midi, les camion citernes apportent à l'usine de traitement leurs 5 000 litres de latex. On le filtre, on le dilue et on le brasse dans de vastes bacs. On détermine de DRC, *dry rubber content*; on ajoute un dosage précis d'acide; le latex repose ensuite dans de longues goulettes de coagulation, puis les bandes épaisses sont amincies par un crusher et 4 crépeuses successives, déchiqueté, séché dans un four à haute température, amassé dans des compartiments, compressé en balles de 33,3 kg, contrôlé, pesé, emballé, mis sur palettes...



5 000 litres de latex par camion

Echappant en somme à l'initiateur AFD, des plantations familiales (moins de 5 ha) spontanées se sont créées avec une extrême rapidité, en moyenne 4 000 ha de plus chaque année selon les statistiques du ministère de l'Agriculture. Leur surface cumulée atteint, fin 2007, 32 531 ha.

La raison est simple: avec la montée très forte du prix du caoutchouc sur les marchés internationaux, jusqu'à 2 600 dollars la tonne, un ha d'hévéa, pour un investissement d'environ 600 dollars, peut rapporter une rémunération nette de 1 400 \$; une plantation de six ha peut rapporter plus de 12 000 dollars par an (*Eric Beugnot, cn 260*). C'est beaucoup mieux que la culture du riz, et même du manioc, pourtant d'un bon rapport (1200 à 1500 \$ à l'ha, la première année du moins).

La situation n'est cependant pas ce qu'elle devrait être, soulignent les spécialistes, et notamment Philippe Monnin, assistant technique au ministère de l'Agriculture, Eric Beugnot, directeur de l'AFD Cambodge, Hervé Conan, chef de projet à l'AFD.

On attend une politique à l'échelle nationale

Ce qu'il faut pour les plantations familiales, c'est que le gouvernement prenne le relais du projet de l'AFD qui les a lancées (5,4 millions d'euros depuis 1999, prolongés par un projet d'accompagnement pour 840 000 euros -convention signée en 2007- qui doit « financer une phase transitoire, entre le projet qui se termine et un programme d'envergure nationale dont l'instruction est prévue pour 2008 » (cn 255).

Il s'agit maintenant que le gouvernement assure le relais et la pérennité du système en organisant les points majeurs:

- définition précise des zones forestières, des zones plantables en hévéaculture, de façon qu'on puisse créer des jardins à bois, attribuer des titres de propriété, et planter des hévéas. Pour l'instant l'absence d'une définition précise des terres plantables (souvent définies comme «forestières» alors qu'elles ne le sont plus depuis longtemps) crée des incertitudes, est source de conflits.

- attribution de titres fonciers, qui assurent la propriété, tranquillise les planteurs et leur permet d'obtenir un crédit;

- contrôle des clones: c'est un point très important, le rendement de la plantation peut varier, selon les clones et les apports techniques, de 500—700 kg à l'ha à 1,5 à 2 t par ha. Sur les 20 000 ha par an de plantations spontanées, 6 000 seulement sont contrôlés, et 14 000 sont incontrôlés pour la qualité des clones.

On peut estimer que la perte provoquée par l'utilisation de mauvais clones atteint 800 kg à l'ha et par an, dit H. Conan. Pour 14 000 ha, la perte atteint 11 200 tonnes. A 2 000 dollars la tonne, cela fait chaque année 22 millions de dollars perdus ! Et sur 10 ans, entre 200 et 300 millions de dollars (voir déjà J. Calas, cn 242, juin 2006).

Ce sont des sommes considérables ! Et pourtant ce dossier semble n'intéresser personne.

Créer un Rubber Board

Ce qu'il faudrait, les spécialistes y insistent, c'est créer un **Rubber Board**, sur le modèle de ce qui existe en Thaïlande, financé par une taxe sur la production de caoutchouc, qui définisse une politique à long terme pour l'hévéaculture, et qui veille à son respect. La taxe sert aussi à financer les replantations et l'organisation des ventes pour les petits planteurs.

« L'AFD est prête à continuer son appui aux plantations familiales, dit Hervé Conan, mais elle demande que le gouvernement -le ministère de l'Agriculture- organise ce qui doit être organisé. Pour l'instant elle ne trouve pas d'interlocuteur au sein du ministère de l'Agriculture, même pour indiquer dans quels délais il y aura définition des zones plantables. Les quelques décideurs ne s'expriment pas. On ne voit pas de politique à l'échelle nationale ».

L'avenir de l'hévéaculture est très prometteur. «Les surfaces et la production pourraient doubler», nous disait le secrétaire d'Etat Teng Lao (cn 254). Une étude de la *Sofreco* estime que la surface cultivée pourrait atteindre 124 000 ha en 2020, la production 196 000 t / an. (suite dans le prochain n°)

DIVERS



Les utopistes

Intéressante conférence de Louis Arsac sur ce rare sujet, le 10 avril, dans la salle du Centre Culturel. Les utopistes: c'est l'occasion d'évoquer quelques grandes figures souvent méconnues du monde des idées, ceux qui, parmi les nombreux rêveurs d'un monde parfait, ont imaginé un système qui mettrait ce rêve en pratique. Campanella *La Cité du soleil*, avec ses 7 murailles concentriques, Thomas More (*Utopia*, 1516), Wilson qui ne croit qu'au sport, et bien d'autres comme Platon et sa *République*, Rabelais et son Abbaye de Thélème, Marivaux et son *Île aux Esclaves*, Fourier et ses phalanstères, Gracchus Babeuf, Saint Simon, Swift ...

Tous ils dénoncent le réel et ses injustices et jusque là, chacun peut les suivre. A la bonne question « un autre monde est-il possible ? » ils donnent leur réponse, un système communautaire idéal, parfait, sorti de leur imagination. Souvent sur une île, pour bien marquer la coupure avec le monde réel qu'ils veulent abolir. On peut établir comme le fait L. d'Arzac une frontière entre le raisonnable « projet » et la calamiteuse « utopie ». Ce qui distingue les utopistes des imaginatifs comme Rabelais, des rêveurs comme Rousseau, des penseurs d'un monde meilleur c'est l'obsession chez les utopistes d'établir jusque dans les détails un ordre nouveau rigoureux. On pourrait dire: parmi ceux qui veulent changer le monde il y a des gens dont la recherche est généreuse, bénéfique pour la réflexion, et il y a des fous dangereux.

Les plus redoutables estiment qu'il faut atteindre leur société idéale en passant au besoin par le chaos, et la maintenir par la force, par la contrainte: on atteindra au bonheur grâce à une organisation autoritaire parfaite. Là il ne s'agit plus de rêves, d'élucubrations, de calembredaines, on passe au morbide, voire au concentrationnaire.

Les utopistes sont des malades de l'autorité. Dans la cité idéale de Campanella, vouée au culte du soleil, on pratique l'eugénisme, et on liquide les déviants. Dans la société fermée imaginée par Wilson, on maintient volontairement la famine; seul le vainqueur des épreuves sportives a le droit de se gaver et d'avoir accès aux femmes, dont la rareté est maintenue par le meurtre ... Dans la cité de Thomas More, tout le monde doit être docteur en droit.

Chez Gracchus Babeuf, on bailonne et on menotte les enfants, au besoin ...

On peut signaler que Campanella a été incarcéré pendant 27 ans, que Thomas More a été décapité (pour d'autres raisons), que Babeuf a été exécuté, en 1797. On ne plaisante pas, dans le monde de l'utopie.

Depuis 4 siècles qu'il existe, de nombreux auteurs ont dénoncé l'utopisme, particulièrement A. Huxley et son *Brave New World*, Orwell avec *1984*, ... d'autres l'ont étudié pour en dénoncer les méfaits: L. Arzac cite notamment Cioran, Jaspers, Pérec ... Rien n'y fait: cette mauvaise herbe hallucinogène perdure. Et elle continue d'agiter les neurones: où se situe la limite entre le « projet » et « l'utopie » ? Est-ce que Marx n'était pas un utopiste particulièrement doué ? Pol Pot n'est-il pas la démonstration même de la folie (la *dystopie*) où peut mener l'utopie ? Le Christianisme n'est-il pas une utopie qui a, extraordinairement bien réussi son intégration dans le monde réel ? c.n.

Le prix du riz

Les prix ont diminué depuis le 1er avril (cn 263). A Kompong Thom, à la mi-avril: qualité moyenne de 2 240 riels à 2 400 le kg; qualité inférieure 2 240 riels le kg; qualité supérieure 2 800 « *Les acheteurs ne sont pas contents, mais les gens n'ont plus peur comme en mars. Ils ne font pas spécialement de provisions* ».

A Phnom Penh le 28 avril: qualité supérieure 3 393 (3 920 le 1er avril); qualité moyenne 2 620 (3 600 le 1er avril); qualité inférieure 2 223 (2 320).

n° 263, errata

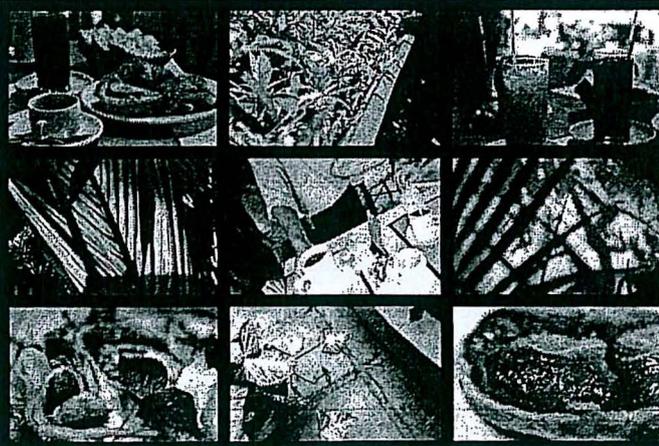
- la gare de Phnom Penh: dans l'article sur la rénovation des chemins de fer, dernier paragraphe: « *Déménager la gare, c'est une idée déjà ancienne* » (les premiers mots manquaient). En fait, il n'est pas question de supprimer la gare, il y a unanimité sur le fait que ce bel exemple d'architecture *art déco* est très bien situé en centre ville.

- rapport de la Banque mondiale: « C'est la situation intérieure dans les pays de l'Asie de l'Est (et non de l'Europe de l'Est) qui peut susciter des inquiétudes ».

- la production du « grand jatropa » est de 300 kg par arbre à l'âge adulte et de 50 kg la seconde année.

Comme à la Maison Delicatessen

Restaurant, Deli Shop & Catering



13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealmaison-delicatessen.com
Tous les jours de 6h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30

Tout Cambodge Nouveau en six volumes

Dix collections complètes de *Cambodge Nouveau* - les 262 numéros parus de février 1994 à février 2008 - ont été reliées grâce au programme *Valease - Valorisation de l'écrit dans l'Asie du Sud-Est* et à l'Ambassade de France. Chaque collection compte six volumes, sous forte couverture, réalisation *Khmer Dev.* Chaque volume contient, à la fin, un INDEX complet de tous les articles parus avec leurs références, facilitant les recherches. Ces collections sont données aux principales bibliothèques du Cambodge: Bibliothèque nationale, Institut Bouddhique, Bibliothèque Hun Sen, Bibliothèque du Sénat, Bibliothèque du Musée national, Bibliothèque du Centre d'études khmères à Siem Reap, nouvelle Bibliothèque Hun Sen - Louk Choum Teav, etc ...

Guide Total des Routes du Cambodge

La quatrième édition, 2008, est en vente: cartes mises à jour et enrichies (villages, sites archéologiques etc ...), texte très augmenté. Le Guide Total des Routes devient un Guide touristique, avec de nouveaux itinéraires, beaucoup d'informations dans les domaines de l'archéologie, des zones protégées, ...

CAMBODGE NOUVEAU
le journal
des
dé-
cideurs
votre
meilleur
investis-
sement



Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel

photos *Cambodge Nouveau* etc ...
distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
tel 023 214 610 portable 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh
www.cambodgenouveau.com